



# DYNAMIQUES SPORTIVES ET **QUARTIERS EN DIFFICULTÉ**

Les inégalités d'accès aux pratiques sportives dans les « territoires contraints » sont souvent liées à des raisons matérielles, telles que la trame d'équipements et d'espaces sportifs ou la structure de l'offre, mais davantage encore à des facteurs culturels et socio-économiques. Elles questionnent les politiques publiques dans leurs logiques sectorielles et transversales et confirment l'importance des dynamiques locales.

\*\*\*\*\*

**Dominique Charrier**, maître de conférences, équipe de recherche « Société, Cultures et Organisations sportives », SCOS-CIAMS, Université de Paris-Saclay.



**D**ans certains territoires « contraints<sup>1</sup> », au premier rang desquels on retrouve les « quartiers relevant de la politique de la Ville » (QPV), l'offre sportive est sous-développée. Or, les travaux réalisés depuis les années 1980 sur l'utilisation des activités sportives et artistiques à des fins de prévention, d'animation et d'insertion dans les « territoires urbains en difficulté » ont montré que le sport pouvait être un outil éducatif, préventif et insérant<sup>2</sup>. Des éclairages spécifiques concernant les équipements, les aménagements et les espaces sportifs ont notamment mis en évidence le sous-équipement et le sous-développement des pratiques sportives, mais aussi la capacité des habitants de ces territoires à inventer de nouvelles activités ou modalités d'organisation.

### DES TERRITOIRES SOUS-ÉQUIPÉS

Après des décennies de politique de la Ville, le sous-équipement est en effet flagrant dans les territoires urbains en difficulté dans le domaine

sportif comme dans bien d'autres (services de proximité, commerce, santé) : on compte 8,7 équipements sportifs dans les QPV franciliens quand la moyenne régionale est de 23,2. En tenant compte de la population, les QPV franciliens, regroupent 5 % des équipements sportifs pour 13 % de la population.

Les équipements sont globalement moins couverts, plus anciens et de moins bonne qualité (les sols sont davantage en synthétique ou en bitume, les espaces de convivialité moins nombreux, etc.).

### DES PARTICULARITÉS MARQUÉES

Les équipements construits dans ces territoires ont bien souvent un profil spécifique. Les city-stades, les plateaux d'EPS, les terrains de basket-ball et les équipements multisports sont surreprésentés, réduisant ainsi les pratiques sportives envisageables. Au-delà de ces données moyennes, largement révélatrices du sous-équipement, les situations sont diverses, certains territoires étant in fine plus ou moins équipés en fonction de choix politiques en matière :

- de conception : un équipement standardisé ou plusieurs installations permettant de juxtaposer différentes pratiques (sports collectifs, musculation urbaine, sports de glisse, par exemple), et donc de mixer les publics,
- de localisation : au cœur ou à proximité immédiate du quartier, en périphérie dans une zone sportive ou plutôt en centre-ville,
- d'accès et de sécurisation : totalement libre, possible à certaines heures après ouverture par un agent municipal, ou très protégé (par des grilles permettant de sélectionner les modalités d'entrée, des caméras de vidéo-surveillance, etc.).

### DES HABITANTS MOINS SPORTIFS

Globalement, les taux de pratique sportive sont inférieurs aux moyennes nationale et régionale, alors que la jeunesse de la population et l'utilisation fréquente des actions sportives dans le cadre de la politique de la Ville auraient dû assurer un développement des pratiques plus important : 9 % des habitants des QPV franciliens ont

une licence sportive, contre 19 % hors QPV. Certaines activités, comme le football, le basketball, les sports de combat et les arts martiaux dominant largement.

Cette situation inégalitaire s'explique non seulement par les caractéristiques de l'offre sportive mais renvoie aussi largement aux obstacles culturels, aux représentations sociales, largement déterminés par des variables économiques, comme la pauvreté, la flexibilité ou la précarité : comment s'autoriser un projet sportif quand on n'est pas autonome financièrement ? Quand on est chômeur, sans formation et sans perspectives ? Quand on ne maîtrise pas son emploi du temps, quotidien ou hebdomadaire ? Quel est le sens de l'activité sportive, du loisir sportif, quand on doit d'abord penser à (sur)vivre dans des conditions trop souvent indignes ?

### RÉSISTANCE ET INNOVATION SOCIALE

Le constat présenté dans les différentes études est incontestablement négatif. Pour autant, il convient de souligner combien ces territoires urbains sont aussi des lieux de résistance, voire d'innovation sociale. D'abord, on peut constater que de nombreuses activités ou modalités de pratiques sont nées et/ou se sont développées dans ces territoires : citons par exemple le développement du basket de rue qui, dès la fin des années 1980, a favorisé des procédures originales de socialisation, construites notamment sur l'auto-arbitrage ; la naissance et la diffusion du hip hop, du *parkour*, ou plus récemment du *street workout*. Soulignons aussi le rôle structurant des dirigeants sportifs, enseignants, gardiens d'équipements, tous ces « missionnaires de l'insertion » qui offrent aux jeunes des quartiers, et plus largement aux habitants, des cadres bienveillants et structurants.

### POLITIQUES PUBLIQUES EN QUESTION

Le sport dans les « territoires contraints » interroge les politiques publiques dans leurs logiques verticales. Ainsi, en ce qui concerne les politiques sportives, la question se pose de leurs capacités à identifier et à répondre, d'une part aux demandes entendues, mais aussi à celles

qui restent discrètes, diffuses et (in)volontairement peu ou pas entendues. Cela interroge aussi les processus qui définissent les « besoins sportifs » des populations comme s'il s'agissait de données objectivables et stabilisées, alors qu'il s'agit d'abord de « construits » politiques, fondés sur des représentations, parfois artisanales, de la situation locale.

Le sport remet aussi en cause la logique transversale des politiques. Comment, par exemple, prendre en compte les spécificités sportives (diversité des activités, des publics, importance des non-pratiquants...) dans les programmes de rénovation ou de démolition/reconstruction, qui exigent d'abord une approche globale du quartier et de son évolution.

Au-delà des politiques publiques, il est nécessaire de prendre en compte le rôle déterminant des associations, sportives (les clubs) ou non (les acteurs des sphères sociales ou éducatives), mais aussi des « structures » réticulaires, durables ou éphémères, qui, par leur capacité d'activation citoyenne, constituent des points d'appui importants pour les politiques publiques. Le renforcement de ces points d'appui se révélera au long cours certainement plus structurant que le rôle « d'accélérateur des politiques publiques » que devrait jouer les Jeux de Paris 2024, même si une partie de l'héritage attendu est prévue en Seine-Saint-Denis.

### QUELLE STRATÉGIE ?

L'ampleur des inégalités sportives ne se résoudra pas rapidement, tant ces dernières sont structurées par des variables socio-économiques inscrites dans la durée. Toutefois, plusieurs axes complémentaires sont envisageables.

D'abord, il paraît nécessaire de produire vraiment davantage d'équipements et de services publics incluant plus d'équipements et d'aménagements sportifs, tout en diversifiant les équipements, et donc les usages (pratiques, modalités d'utilisation), ce qui pose notamment la double question des moyens mobilisables et celle des réserves spatiales.

Cela passe ensuite par la prise en compte des singularités locales. Cette option invite les



Espace multisports Nelson Mandela à Villers-le-Bel.

décideurs politiques à abandonner toute référence aux « bonnes pratiques », qui seraient diffusables indépendamment des contextes locaux, et à inventer des procédures pour rester connectés au terrain, quand les réformes institutionnelles invitent régulièrement à « monter » dans les niveaux d'échelle (communauté d'agglomération, Grand Paris, etc.), quitte à s'éloigner des réalités locales. Ainsi, à titre d'exemple, il n'est pas possible de répondre de manière générale à la question de la localisation optimale de l'équipement sportif : au cœur du quartier, pour faciliter la pratique de proximité des habitants ? À l'extérieur, pour faciliter la mobilité et les mixités sociale et de genre ? La réponse ne peut être que contextualisée, en fonction des dynamiques locales. Elle invite en tout cas à la multiplication et à la superposition d'initiatives, si possible coordonnées, suffisamment variées et denses pour qu'elles concernent autant que possible des publics différents dans leurs rapports aux activités physiques et sportives. ■

#### POUR ALLER PLUS LOIN

« L'ACCESSIBILITÉ À PIED AUX ÉQUIPEMENTS SPORTIFS DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES : UNE BONNE COUVERTURE MAIS UNE OFFRE PEU VARIÉE », *EN DÉTAIL*

AUDRAS-MARCY S., MONDÉSIR H., JANELLI R. et LABRUSSE J., Commissariat général à l'égalité des territoires, janvier 2019, 16 p.

« LE SPORT COMME LEVIER ÉDUCATIF DANS LES TERRITOIRES URBAINS EN DIFFICULTÉS », *IN INFORMATIONS SOCIALES*, N° 187

CHARRIER D., JOURDAN J., Sport(s) et social, 2015/1.

*SPORT ET INNOVATION SOCIALE. DES ASSOCIATIONS SPORTIVES EN MOUVEMENT DANS LES QUARTIERS POPULAIRES*

COIGNET B., L'Harmattan, coll. Logiques sociales, octobre 2013, 250 p.

*LE SPORT DANS LES QUARTIERS. PRATIQUES SOCIALES ET POLITIQUES PUBLIQUES*

GASPARINI W., VIEILLE-MARCHISSET G., PUF, 2008, 176 p.

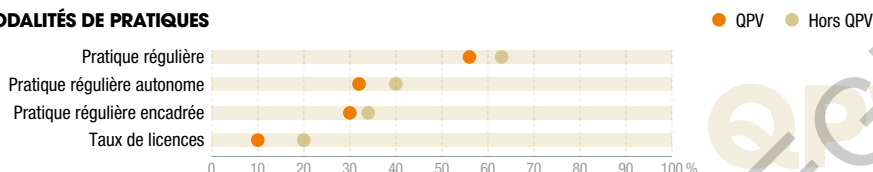
*ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET FREINS À LA PRATIQUE SPORTIVE EN ZUS*

MULLER L., VAN DE WALLE I., LAUTIE S., SELIMI C., ministère des Sports-Crédoc, octobre 2014, 68 p.

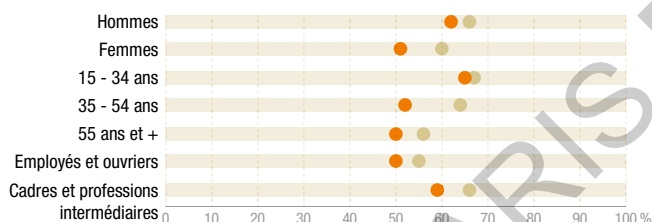
1. Qui ne bénéficient pas d'avantages comparatifs, par exemple en termes d'environnement urbain, de paysage, de ressources économiques ou de patrimoine.
2. Même si certains observateurs rappellent qu'il ne peut s'agir d'une recette miracle susceptible de résoudre véritablement les difficultés sociales.

## LE SPORT DANS LES QUARTIERS EN POLITIQUE DE LA VILLE

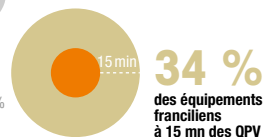
### MODALITÉS DE PRATIQUES



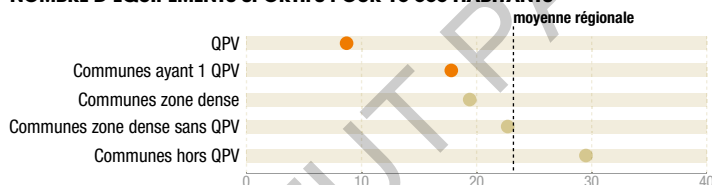
### TAUX DE PRATIQUES RÉGULIÈRES



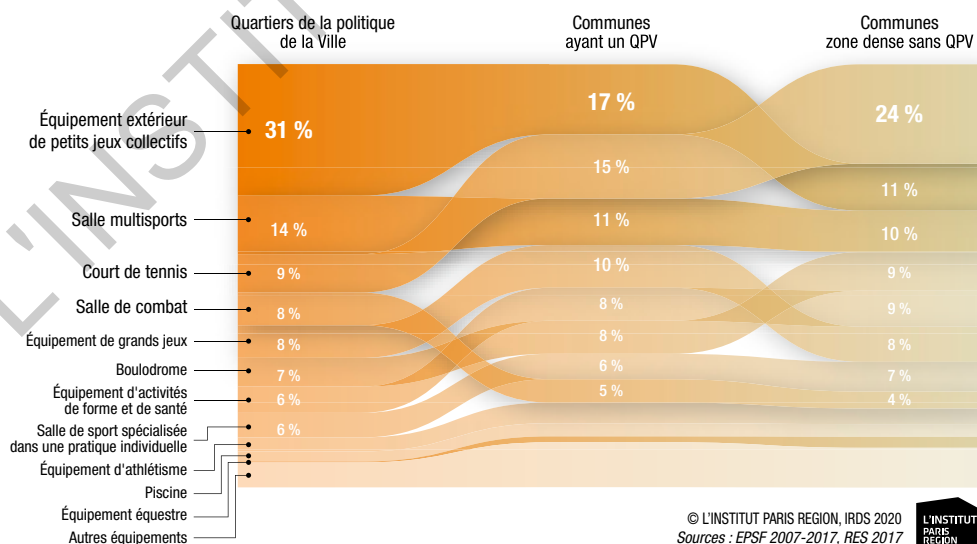
**13 %** de la population francilienne  
**5 %** des équipements sportifs



### NOMBRE D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS POUR 10 000 HABITANTS



### PART DES TYPES D'ÉQUIPEMENTS SELON LES TERRITOIRES



© L'INSTITUT PARIS REGION, IRDS 2020  
Sources : EPSF 2007-2017, RES 2017

